

# Les salaires et les prix à la consommation au Canada, en longue période

François Lefebvre

Volume 38, numéro 3, octobre–décembre 1962

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1001848ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1001848ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Lefebvre, F. (1962). Les salaires et les prix à la consommation au Canada, en longue période. *L'Actualité économique*, 38(3), 395–410.  
<https://doi.org/10.7202/1001848ar>

# Les salaires et les prix à la consommation au Canada, en longue période

La comparaison de certains taux de salaires en vigueur au début du siècle à ceux d'aujourd'hui, nous frappe. À cette époque, en effet, un journalier gagnait 14 cents l'heure ; un électricien, 16 cents ; un plombier, 25 cents ; un peintre, 19 cents et un charpentier, 22 cents <sup>1</sup>.

Ces taux, effectivement payés lors de la construction d'un bureau de poste, d'après un contrat en date du 8 juin 1900, n'ont rien de

**Tableau I**  
**Comparaison de certains prix de détail en 1900 et en 1960**

Article	Unité	Prix (en cents)	
		1900 <sup>2</sup>	1960 <sup>3</sup>
Pain	livre	2.5	15
Farine	25 lbs	47	200
Beurre	livre	22	70
Fromage	livre	11	73
Lait	pinte	6	23
Oeufs	douzaine	20	60
Boeuf	livre	8 à 14	50 à 92
Sucre	livre	5	10
Thé	livre	25 à 40	120
Café	livre	25 à 40	75

1. *Gazette du Travail*, vol. 1, no 1, ministère du Travail, Ottawa, p. 18.

2. *Gazette du Travail*, op. cit., pp. 113-114.

3. *Prices and Price Indexes*, Janvier 1960, pp. 20-21, Office fédéral de la Statistique, Ministère du Commerce, Ottawa.

commun avec ceux en vigueur au même endroit en 1959<sup>1</sup>. Un journalier gagnait alors 1.20 dollar l'heure ; un électricien, 2.32 ; un plombier, 1.85 ; un peintre, 1.75 et un menuisier 2.28.

Pour ce qui est des prix de détail, le tableau I donne une bonne idée de leur augmentation.

À partir de ces faits, on est amené à se poser la question suivante : à quel niveau se situent les salaires réels au Canada, en 1960 par exemple, par rapport à ce qu'ils étaient au début du siècle, et comment ont-ils varié au cours de cette période ? En d'autres termes, les salaires réels, étant fonction à la fois des salaires nominaux et des prix de détail, se sont-ils déplacés à la hausse ou à la baisse, ou encore sont-ils demeurés stables ?

Un rapide examen des chiffres précédents montre que, pour les catégories mentionnées, les taux de salaires ont augmenté plus rapidement que les prix. Mais en fait c'est tout ce que l'on peut dire pour le moment. Seul un travail plus approfondi nous permettra de conclure dans un sens ou dans l'autre. C'est le but de cette étude.

Elle consiste à rechercher le sens de l'évolution des salaires nominaux et des prix de détail, au Canada, de 1900 à 1960. En comparant les deux séries, il sera aisé de voir le comportement des salaires réels durant la même période.

Ce travail va se limiter, d'une façon générale, à une étude globale des séries envisagées. Il serait sûrement très intéressant d'approfondir davantage en étudiant les variations de leurs principales composantes. Cependant, à cause de l'étendue de la période en question, plusieurs difficultés d'ordre statistique se présentent. Les renseignements chiffrés remontant au début du siècle n'ont pas l'exactitude qu'on peut attribuer à ceux qui nous sont fournis de nos jours, pour des périodes plus récentes. Ces inconvénients, en général, s'accroissent à mesure que les renseignements portent sur des groupes de plus en plus restreints et, inversement, s'amenuisent quand on envisage des quantités globales. Au surplus, un tel travail pourrait constituer un tout par lui-même et il n'est pas indispensable au but que nous nous proposons ici. D'autre part, étant donné que c'est la tendance des prix et des salaires qui nous intéresse, plutôt que leur niveau respectif à un moment donné, nous allons utiliser des indices. En partant des indices des salaires nominaux

1. *Salaires, traitements et heures de travail*, Rapport annuel no 42, octobre 1959, pp. 242 et 324, ministère du Travail, Ottawa.

et des prix de détail, que nous trouvons dans les publications officielles, nous calculons l'indice des salaires réels en faisant le rapport, pour chaque année, des premiers aux seconds.

L'étude couvre la période qui va de 1900 à 1960. Avant 1900, il n'existe pas de statistiques suffisamment complètes concernant les prix de détail et les salaires nominaux, de sorte qu'il est impossible de connaître les salaires réels. Pour des raisons d'ordre statistique également, la période 1900 à 1912 n'a pas de lien direct avec celle qui lui succède. En effet, l'indice des prix de détail que nous possédons actuellement ne remonte qu'à 1913. Avant cette date, les renseignements ne sont donnés que d'une façon incomplète et non suivie. Cette période sera donc traitée d'une façon un peu différente de celle qui lui succède.

Compte tenu de tout ceci, le travail se divise en deux parties principales : l'une qui s'adresse à la période 1900-1913, l'autre qui couvre toute la période 1913-1960.



La *Gazette du Travail*, par l'intermédiaire de ses correspondants locaux, entreprit en 1910 une compilation mensuelle des prix de détail de 34 articles, dans 57 villes de plus de 10,000 habitants. La liste comprenait 28 variétés d'aliments, le combustible (bois et charbon), le pétrole et le loyer des maisons. Cette initiative du ministère du Travail est la première nous permettant d'avoir des renseignements suivis sur les prix de détail.

De plus, lors de l'enquête McDougald en 1915, on réussit, à l'aide de tous les documents disponibles, à obtenir des chiffres comparables pour les années 1900 et 1905. Même s'il est impossible d'avoir une idée des fluctuations entre 1900 et 1905 puis entre 1905 et 1910, nous allons quand même utiliser ces renseignements, faute de mieux. Après tout, ce que nous recherchons, ce n'est pas tant l'intensité de chacune des variations intermédiaires que le résultat final ou la tendance générale.

L'indice est calculé à partir d'un budget hebdomadaire typique pour une famille de cinq personnes. Ce budget comprend la nourriture, le chauffage, l'éclairage et le loyer. Le tableau suivant en donne la valeur en dollars, ainsi que l'indice correspondant.

**Tableau II**  
**Évolution du coût de la vie de 1900 à 1913<sup>1</sup>**

Années	Dépenses budgétées en dollars	Indice 1900 = 100
1900 .....	9.37	100.0
1905 .....	10.50	112.0
1910 .....	12.80	136.6
1911 .....	13.00	138.7
1912 .....	13.79	147.2
1913 .....	14.02	149.6

Afin de nous faire une idée de la valeur représentative de cet indice, nous pouvons le mettre en parallèle avec l'indice des prix de détail le plus récent, et qui nous est donné sur la base 1949 = 100. Il suffit de prolonger la série des budgets, disons jusqu'en 1925, si l'on veut une comparaison qui tienne, et de le transformer en indice sur une base comparable à celui des prix de détail. Cependant, ce dernier indice remonte jusqu'à l'année 1913 seulement, si bien que la comparaison ne peut débuter qu'à ce moment-là. En prenant comme base l'année 1913 pour les deux séries, nous obtenons les résultats suivants :

	Budget	Prix de détail
1913 .....	100.0	100.0
1914 .....	102.1	100.8
1915 .....	98.7	102.2
1916 .....	105.4	110.1
1917 .....	129.5	129.4
1918 .....	147.2	146.3
1919 .....	158.1	169.1
1920 .....	184.8	183.9
1921 .....	162.0	164.4
1922 .....	148.9	152.2
1923 .....	150.4	152.8
1924 .....	147.6	150.4
1925 .....	150.2	151.6

On voit que la tendance des deux séries est la même à peu de choses près et que, d'une façon générale, la valeur des indices pour chacune des années considérées présente des écarts faibles d'une série

1. *Wholesale Prices in Canada, 1917*, ministère du Travail, Ottawa, p. 95.

à l'autre. Puisque la série des budgets a été établie de la même façon avant 1913, on est en droit de s'attendre à ce qu'elle reflète la réalité. Ceci, évidemment, ne sera vrai que si la série des prix de détail reflète elle-même la réalité, ce que nous prenons pour acquis pour les fins de cette étude. Pour ce qui est des salaires, la *Gazette du Travail*, dès septembre 1900, commença à publier d'une façon assez régulière des « séries de gages raisonnables » provenant de contrats adjugés par le ministère des Travaux publics. Mais la presque totalité de ces salaires se rapportent exclusivement à l'industrie du bâtiment.

Après 1901, on retrouve occasionnellement des listes de salaires payés effectivement dans les industries et les commerces les plus importants. Ces données furent compilées et le résultat publié pour la première fois dans un bulletin paru comme supplément à la livraison de mars 1921 de la *Gazette du Travail*.

À partir de 1902, la *Gazette du Travail* publia aussi à chaque mois une liste exhaustive des changements survenus partout à travers le pays dans les salaires et les heures de travail. Ces listes, compilées en 1915 lors de l'enquête McDougald, fournissent le nombre des employés affectés par chaque changement ainsi que le total de l'augmentation ou de la diminution qui en résulte dans les salaires hebdomadaires et les heures de travail. Les chiffres en question proviennent de tous les contrats collectifs signés à travers le pays. Nous croyons utile de les citer parce qu'ils illustrent très bien la tendance générale qui se fit sentir alors. (Voir le tableau III).

Comme nous pouvons le constater, de 1903 à 1913, il y a eu, en général, une forte tendance à la diminution des heures de travail, d'une part, et à l'augmentation des salaires, d'autre part. Ce qui précède à propos des salaires a pour but de faire voir l'état des statistiques à ce moment-là. Il y aurait sûrement place pour de plus amples commentaires, mais nous allons nous en tenir là. Comme mesure de l'évolution des salaires nominaux, nous utiliserons un indice qui remonte jusqu'en 1901 et qui est actuellement publié sur la base 1949 = 100. Pour l'année 1900, nous prendrons l'indice du *Report of the Board of Inquiry into Cost of Living in Canada*. L'évolution des salaires réels, comme nous l'avons dit plus haut sera donnée par le rapport de l'indice des salaires nominaux à celui des prix de détail, après avoir calculé le premier sur la base 1900 = 100.

Tableau III

Résultats des changements dans les salaires et les heures de travail  
des industries et des commerces pour la période 1903-1913<sup>1</sup>

	Salaires			
	Augmentations		Diminutions	
	Nombre de personnes affectées	Augmentation hebdomadaire en résultant	Nombre de personnes affectées	Diminution hebdomadaire en résultant
		(dollars)		(dollars)
1903	38,071	59,294	1,463	1,715
1904	12,855	16,545	11,423	11,637
1905	15,562	22,856	6,226	9,277
1906	89,888	120,355	315	536
1907	98,689	135,695	19,035	42,502
1908	6,127	6,341	34,782	73,464
1909	29,667	51,251	355	1,272
1910	32,867	57,276	460	228
1911	45,184	70,223	784	1,010
1912	52,997	83,206	359	521
1913	51,378	79,979	1,267	450

	Heures de travail			
		(heures)		(heures)
1903			11,251	59,204
1904	1,847	6,655	8,288	41,605
1905	118	418	1,410	14,717
1906	5	6	5,371	27,400
1907			9,351	49,119
1908			283	1,568
1909			561	3,738
1910			1,632	8,575
1911			11,162	28,698
1912	200	1,200	9,430	31,290
1913	557	3,342	12,423	50,205

Le tableau suivant montre que, malgré une hausse assez forte du salaire nominal, le salaire réel a subi une diminution par rapport à ce qu'il était en 1900. Cette baisse a eu lieu entre 1905 et 1912, contre des hausses en 1905, au moins par rapport à 1900, et en 1913. Nous ne croyons pas qu'il soit utile ici de faire une étude statistique plus

1. Report of the Board of Inquiry into Cost of Living in Canada, vol. II, p. 424, Ottawa 1915.

## SALAIRES ET PRIX À LA CONSOMMATION

Tableau IV

## Évolution du salaire nominal et du salaire réel, 1900-1913

	Salaire nominal	Salaire réel
1900 .....	100.0	100.0
1905 .....	115.9	103.5
1910 .....	134.1	98.2
1911 .....	131.9	95.1
1912 .....	136.3	92.6
1913 .....	140.1	93.6

poussée de cette période à cause, d'une part, de l'insuffisance des renseignements et, d'autre part, du peu de recul des séries observées. Qu'il nous suffise de connaître la tendance générale du salaire réel au cours de cette période.

\* \* \*

Pour ce qui est de la période qui va de 1913 à 1960, il existe des séries continues et suffisamment représentatives, sur les prix et les salaires, de sorte qu'elle sera traitée en un seul bloc. Après quelques brèves remarques à propos des renseignements statistiques que nous allons utiliser, nous verrons respectivement l'évolution des prix de détail et des salaires nominaux, puis des salaires réels.

Quand nous utilisons le terme « continu », à propos des séries statistiques en question, il ne faut pas en conclure qu'elles ont le même contenu tout au long de la période. Au contraire, on les a adaptées aux changements de structure qui se sont produits dans les secteurs considérés. De même, l'amélioration de la technique statistique a pu provoquer des modifications ou au moins des rectifications des méthodes de compilation. Les années de base, par exemple, des indices présentement utilisés ont été successivement 1913, 1926, 1935-39 et 1949. L'indice des prix de détail tient compte des changements dans les habitudes des consommateurs quant à leur façon de dépenser. Celui des salaires nominaux tient compte des nouvelles catégories d'employés et du fait que certaines catégories d'emploi ont pris relativement plus d'importance. Il faut nécessairement prendre ces changements en considération, dans la fabrication des indices, si on veut qu'ils représentent la réalité. Les séries sont continues dans ce sens que, à la suite



d'un changement quelconque, les raccords avec les années précédentes ont été effectués. Ceci ne veut pas dire qu'un changement, par exemple, dans la pondération de l'indice du coût de la vie, à la suite d'une transformation dans les habitudes des consommateurs, va conduire à une transformation de l'indice selon cette nouvelle pondération pour toutes les périodes antérieures. Ce sont les changements de l'année de base qui nécessitent le raccord. La plupart du temps, celui-ci s'effectue par une règle de trois. Nous allons prendre pour acquis que les indices sont représentatifs pour toute la période observée.

Si, sur un graphique à échelle semilogarithmique (graphique I) on place en abscisse les années et l'indice des prix à la consommation en ordonnée, la tendance à la hausse se dessine clairement. Toutefois elle n'est pas régulière. On peut constater d'abord que la guerre de 1914 a donné lieu à une poussée inflationniste considérable. Lente au début, l'augmentation des prix, que n'entravait aucun contrôle gouvernemental, ne tarda pas à prendre une allure vertigineuse pour atteindre en 1920 un niveau plus élevé de 85 p.c. par rapport à ce qu'il était en 1913, c'est-à-dire sept ans plus tôt. Après 1922 toutefois, le niveau des prix se stabilisa à environ 150 p.c. de ce qu'il était au début de la guerre. Cette situation persista jusqu'à la crise. Puis, de 1929 à 1933, les prix baissèrent de 17 points. Ce fut une véritable dégringolade. L'activité économique était presque entièrement paralysée. Les industries qui n'avaient pas fait faillite fonctionnaient au ralenti. Malgré tout, elles parvenaient à peine à écouler leur production. Les gens n'avaient pas d'argent pour satisfaire leurs besoins ; un très grand nombre étaient en chômage.

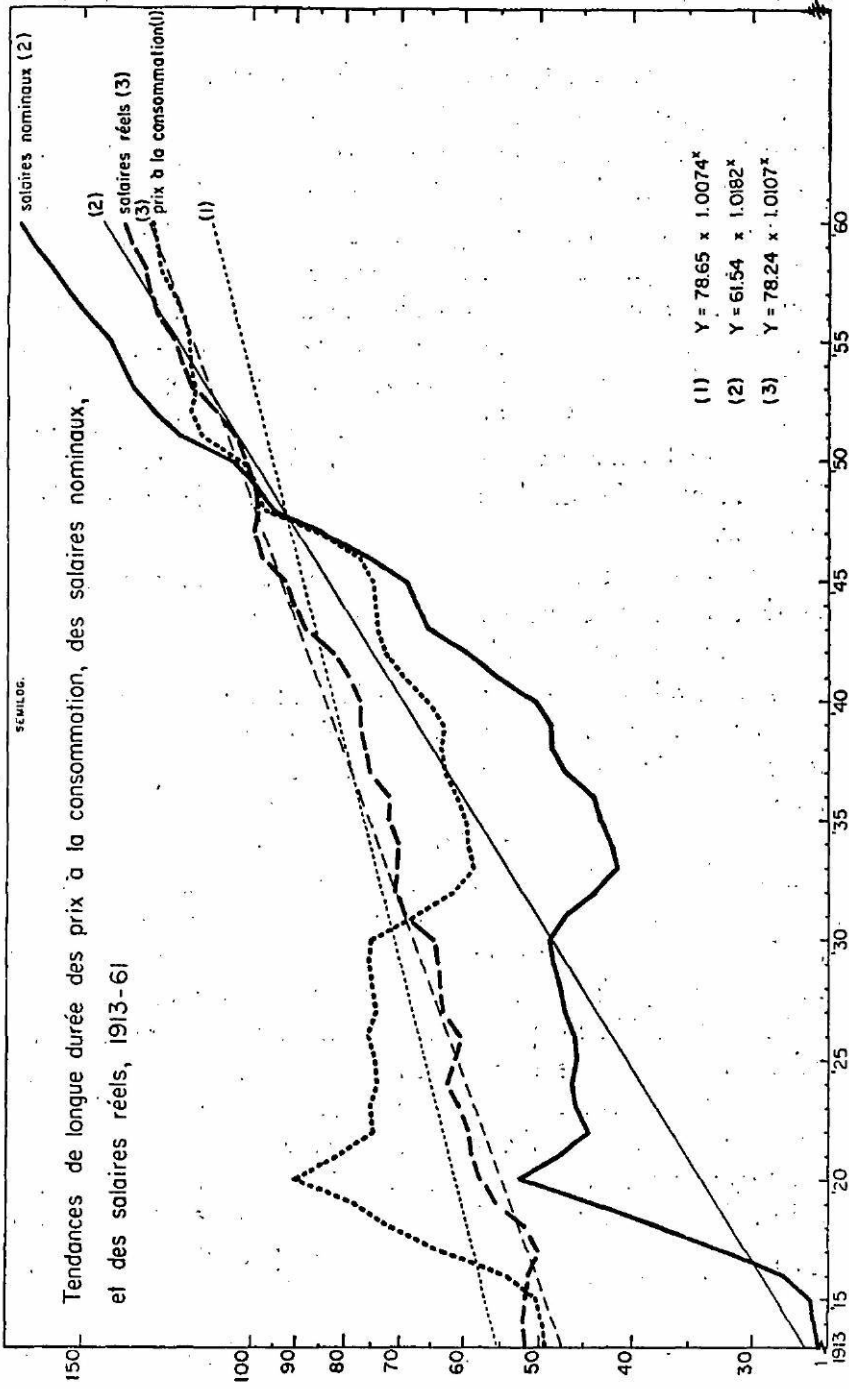
Toutefois, à partir de 1934, petit à petit, la vie reprit. Très lentement, les prix remontèrent. En 1939, ils avaient à peine gagné quatre points. C'est alors qu'éclata le deuxième conflit mondial.

De 1939 à 1941, le gouvernement, voulant éviter la hausse des prix qui s'est produite lors de la première guerre, se contenta d'un contrôle sélectif des prix du beurre, du sucre, de la laine, du charbon, etc. De 1942 à 1945, vu l'énorme effort à soutenir dans tous les domaines, on recourut plutôt au plafonnement général des prix. Cette mesure obtint un franc succès si on considère les résultats obtenus aux États-Unis et en Europe.

Toutefois, dès 1946, le gouvernement céda aux pressions exercées par les producteurs et les marchands. Sous prétexte de revenir à une

SALAIRES ET PRIX À LA CONSOMMATION

Graphique I



économie libre, on relâcha les contrôles, on abandonna les prix à eux-mêmes. Le résultat fut désastreux. Le coût de la vie, de 63.2 qu'il était en 1939, passa à 75.0 en 1945 et à 97.0 en 1948.

En 1949 et 1950, une certaine stabilité s'est produite. L'offre et la demande semblaient vouloir s'équilibrer. Les prix haussaient encore quelque peu, mais beaucoup moins que dans la période 1946-1948.

C'est alors que, en juin 1950, éclata la guerre de Corée. On assista à une course générale vers les matières premières, surtout celles que requérait la défense. Du jour au lendemain, les inventaires augmentèrent considérablement. Pour compléter le tableau, les consommateurs, se souvenant des restrictions de la guerre, se mirent à acheter tout ce qu'ils pouvaient, en quantité aussi grande que possible. La crainte de voir les prix hausser davantage ajouta un nouveau stimulant aux achats massifs. Résultat : en moins de deux ans, le coût de la vie grimpa de près de 15 p.c.

Depuis 1952, il n'y a pas eu d'augmentation aussi rapide en un laps de temps aussi court. Chaque année, toutefois, nous voyons l'indice monter de quelques points.

Afin d'avoir une meilleure idée de la tendance, nous avons calculé une courbe de la forme  $Y = ab^x$ , où  $X$  représente les années et  $Y$  l'indice des prix à la consommation. Ceci nous donne l'équation suivante :

$$Y = 78.65 \times 1.0074^x.$$

Pour les fins du calcul, la variable  $X$  est représentée par une série arithmétique de raison 2, qui va de  $-47$  (année 1913) à  $+47$  (année 1960), le nombre zéro étant alors situé au milieu de l'intervalle 1936-1937. Si on représente cette courbe sur un graphique à échelle semilogarithmique, elle prend l'allure d'une droite. Il est assez évident que cette forme n'est pas celle qui représente le mieux les variations des données initiales, mais pour les fins présentes, elle a l'avantage de nous fournir un taux d'augmentation constant, qui est en somme le taux moyen annuel d'augmentation de l'indice des prix à la consommation. En effet, en donnant à  $X$  un accroissement  $\Delta X$ , la variable  $Y$  prend un accroissement  $\Delta Y$ . Le rapport  $\frac{Y + \Delta Y}{Y}$  est égal à  $b^{\Delta x}$ ,

d'où  $\frac{\Delta Y}{Y} = b^{\Delta x} - 1$ . Mais, dans le cas présent,  $\Delta X$  est tou-

jours égal à 2, par définition. Le taux moyen annuel d'accroissement est donc :  $b^2 - 1$ , soit  $(1.0074^2 - 1)$ , ce qui donne 0.016 ou, exprimé en pourcentage, 1.6 p.c. On trouverait le même résultat en utilisant la différentielle de la fonction.

Les écarts assez prononcés qui existent entre les données calculées à l'aide de cette équation et les données réelles nous importent peu pour le moment, puisqu'il n'est pas question de faire des projections dans l'avenir. Ce qu'il importe surtout c'est de trouver des taux d'accroissement à long terme pour les trois séries étudiées dans cet article, et calculés de telle sorte que la comparaison entre eux soit possible. Il est indiscutable, en regardant le graphique I, que le taux réel est inférieur pour la période 1913 à 1933 et supérieur pour celle qui va de 1933 à 1960.

Quant à l'indice du salaire nominal, on voit, toujours d'après le graphique I, qu'il a varié en général de la même façon que celui des prix à la consommation. La première guerre mondiale a fait passer l'indice de 25 en 1913 à 52 en 1920 (base : 1949 = 100). Après une baisse brusque jusqu'en 1922, l'indice accuse une légère hausse jusqu'en 1930 alors que les effets de la crise se font sentir et qu'une autre baisse a lieu de 1931 à 1932. Durant cette période, toutefois, la baisse n'a pas été générale à chaque année. Ce n'est qu'en 1932 qu'on assista à une baisse générale dans tous les secteurs. Jusque-là, les salaires s'étaient maintenus dans les mines de charbon et de métaux et dans la construction. Dans l'industrie du téléphone, ils avaient même augmenté.

Avec la baisse des salaires, on vit le chômage croître considérablement. En 1933, près de 20 p.c.<sup>1</sup> de la main-d'œuvre disponible cherchait du travail. Petit à petit, toutefois, l'activité économique reprit, les salaires augmentèrent. En 1939, le pourcentage des chômeurs n'était plus que de 10 p.c. L'indice général des salaires avait gagné 7 points depuis 1933 et se trouvait à peu près au même niveau qu'en 1930. C'est alors qu'éclata la deuxième guerre mondiale.

La forte concurrence dans le secteur de la main-d'œuvre, de même que le désir d'attirer les travailleurs dans l'industrie de guerre, provoquèrent une hausse considérable des salaires dans à peu près toutes

1. *Canadian Labour Force Estimates, 1931-1950*, Dominion Bureau of Statistics, Ottawa, p. 15.

les branches de l'industrie. Les employeurs qui ne payaient que des salaires très bas en 1939 durent les hausser au niveau général, de peur de perdre leurs ouvriers. Ce genre d'exode se produisit dans certains secteurs, comme dans celui des mines d'or, où l'impossibilité d'augmenter les prix rendait toute hausse des salaires prohibitive.

En général, les salaires hebdomadaires ont augmenté plus rapidement que les taux horaires, à cause de l'augmentation du nombre d'heures fournies par semaine, du surplus de salaire reçu pour le travail supplémentaire, et des mutations de travailleurs à des emplois mieux rémunérés.

À mesure que la guerre se déroulait, les salaires augmentaient de plus en plus, tant à cause de la rareté continue de travailleurs spécialisés qu'en raison du fait que les surplus de main-d'œuvre de 1939 étaient presque complètement absorbés dans le temps. Ceci amena le gouvernement à établir une réglementation directe des salaires à l'automne de 1941.

Cette réglementation n'empêchait pas toute hausse des salaires ; elle devait être assez ferme pour prévenir une hausse éventuelle des prix, mais suffisamment flexible pour permettre des rajustements nécessaires. Quoique, en pratique, les contrôles aient été appliqués assez tardivement, on peut dire que ce fut avec succès. En effet, pour la période de la guerre, les salaires nominaux n'augmentèrent que d'environ 40 p.c., soit 52 p.c. dans l'exploitation forestière, 49 p.c. dans les mines de charbon, 45 p.c. dans la fabrication, 35 p.c. dans les services personnels, 30 p.c. dans les mines de métaux et la construction, et 25 p.c. dans les chemins de fer et le téléphone. C'est donc dans l'industrie primaire qu'on remarque les plus fortes augmentations. Vient ensuite l'industrie secondaire puis l'industrie tertiaire.

Depuis la fin de la guerre, la montée en flèche des prix ne fut pas sans influencer la rémunération des travailleurs. Les syndicats, prétextant la hausse continue du coût de la vie, exigent d'incessantes révisions des taux de salaires. Les employeurs, par contre, allèguent le coût plus élevé de la main-d'œuvre pour augmenter le prix de leurs services ou de leurs produits. Il semble que, dans une économie comme la nôtre, une augmentation du salaire réel se conçoit difficilement sans une hausse des salaires nominaux parce que les prix sont plutôt rebelles à la baisse.

Si l'on calcule à partir de l'indice des salaires nominaux les coefficients de la courbe représentée par la fonction  $ab^x$ , on trouve l'équation suivante :

$$Y = 61.54 \times 1.0182^x$$

et le taux moyen annuel d'augmentation est de 3.7 p.c. Les salaires nominaux se sont donc accrus en moyenne à un taux annuel qui est le double de celui des prix à la consommation. L'écart entre les données calculées et les données réelles se prête aux mêmes remarques que celles qui ont été faites quant aux prix de détail.

Il est donc évident, d'après ce qui précède, que l'indice du salaire réel a aussi augmenté, vu la façon dont on le calcule (rapport de l'indice du salaire nominal à celui des prix à la consommation). En effet, sur le graphique I, on voit que l'indice s'accroît d'une façon assez continue en général. Il ne reflète en aucune façon les hausses et les baisses qui se produisent brusquement à certaines périodes, du côté des salaires nominaux et des prix de détail. Les seules baisses ayant une certaine importance se sont produites entre 1914 et 1918, puis en 1925 et 1926.

Cette augmentation tient principalement au fait que, de plus en plus, à cause de la force des syndicats, les salaires croissent beaucoup plus facilement qu'ils ne diminuent. Si nous prenons par exemple la période de la crise, nous voyons que le salaire réel n'a diminué que très peu : un demi-point à peine, de 1932 à 1934.

Durant la guerre, même si nous remarquons une hausse sensible du salaire réel, nous ne devons pas conclure que les consommateurs ont pu augmenter proportionnellement leur consommation personnelle. Il ne faut pas oublier qu'une forte proportion des biens et services qui, normalement, serait allée aux consommateurs, fut utilisée plutôt pour la guerre et l'exportation. À cause du passage rapide d'une économie de sous-emploi à une économie de plein emploi, le pouvoir d'achat haussait plus vite que la quantité de biens disponibles.

Cette situation continua jusqu'en 1948 où l'augmentation des prix fut plus forte que celle des salaires, infligeant au salaire réel une baisse sensible. Au début de la guerre de Corée, nous voyons se dessiner une nouvelle spirale inflationniste : les prix augmentent considérablement, les salaires aussi. Le salaire réel réussit à peine à dépasser le niveau de 1949.

Depuis 1952, toutefois, la situation semble s'être stabilisée : le salaire réel augmente régulièrement de 3 ou 4 points par année. Cette augmentation est sûrement souhaitable : elle permet d'absorber le surplus de marchandises qu'entraîne l'augmentation de la productivité due aux nombreuses améliorations d'ordre technologique survenant constamment dans l'industrie.

Le calcul des coefficients  $a$  et  $b$  de la fonction  $Y = ab^x$  donne l'équation suivante :

$$Y = 78.24 \times 1.0107^x$$

et le taux annuel moyen d'augmentation est de 2.2 p.c. Notons les faibles variations autour de la courbe représentative, relativement à celles des deux autres séries. En somme, le taux d'augmentation que nous venons de mentionner se rapproche assez sensiblement de celui qui s'est produit en fait à chacune des années considérées.

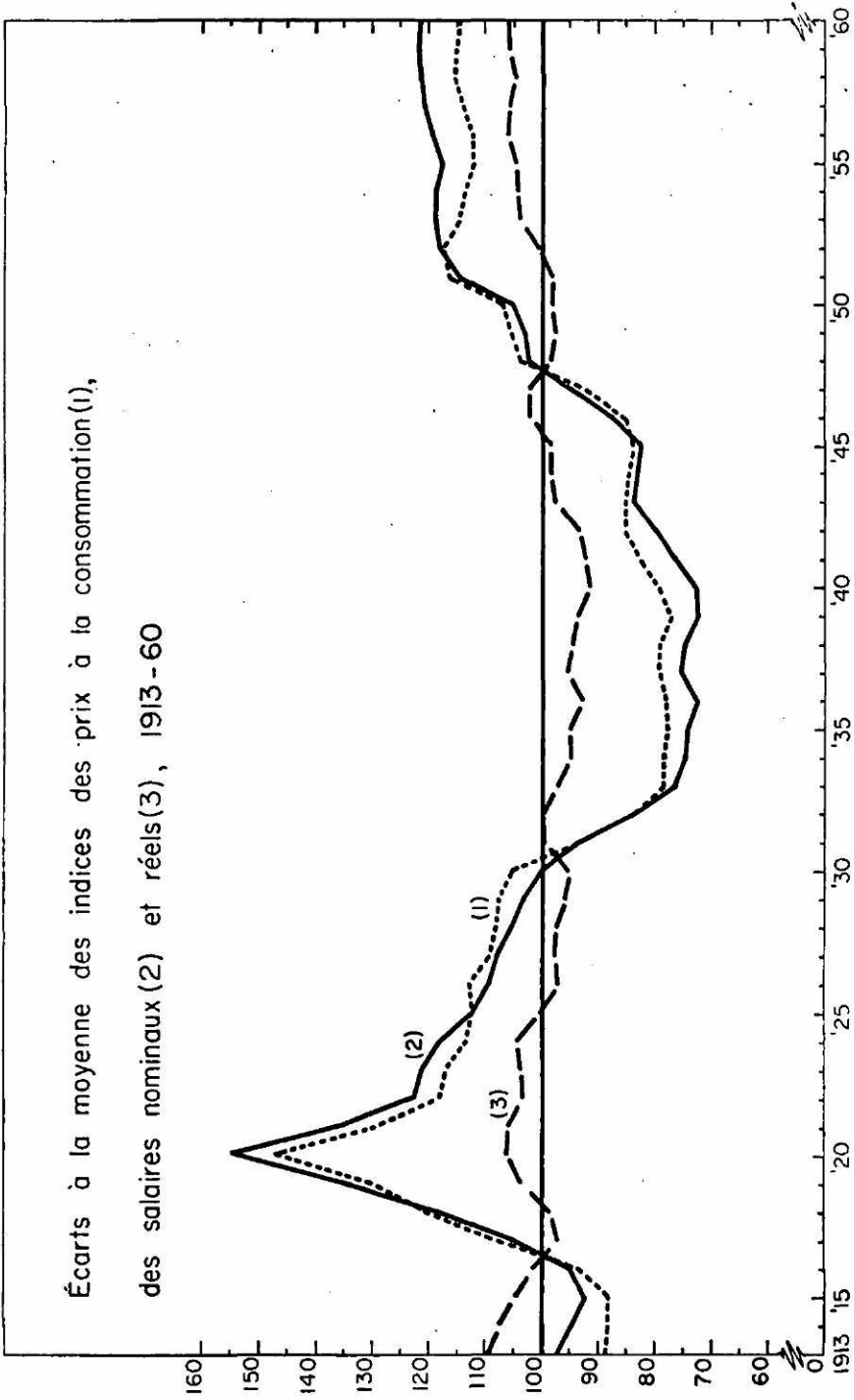
Le graphique II montre la variation des écarts à la courbe représentative, pour les trois séries que nous venons d'étudier. On y décèle trois périodes assez bien déterminées ; une première où les écarts sont positifs et qui va de 1917 à 1930, une seconde où les écarts sont négatifs et qui va de 1931 à 1947 et, enfin, une troisième qui va de 1948 à 1960 et où les écarts sont positifs. Seule la courbe du salaire réel présente quelques exceptions à cette allure générale. Mais on voit qu'elle s'y conforme pour les années où les écarts positifs ou négatifs sont élevés.

Ce graphique illustre bien les principaux mouvements des indices au cours de la période en question. On y remarque des mouvements différents au cours des deux guerres mondiales, mouvements qui reflètent les politiques différentes dans les deux cas : aucune intervention au cours de la première guerre, contrôles durant la seconde surtout dans la deuxième moitié. Dans le premier cas, la hausse a lieu durant la guerre, suivie d'une réaction à la baisse dans les quelques années qui suivent ; dans le deuxième cas, la hausse a lieu après la guerre en réaction vraisemblablement aux contrôles imposés durant la guerre. Les autres périodes, sauf la baisse des années 30, reflètent une stabilité relative, c'est-à-dire que les indices augmentent tout au plus à un rythme égal aux taux annuels moyens que nous avons donnés précédemment.

L'augmentation du salaire réel depuis le début du siècle a donc été de l'ordre de 160 p.c. Est-ce à dire que le niveau de vie moyen s'est élevé autant ? Au moins, certes ! En effet, l'augmentation du salaire

**Graphique II**

Écart à la moyenne des indices des prix à la consommation (1),  
des salaires nominaux (2) et réels (3), 1913-60





réel apparaît comme un minimum parce qu'elle ne tient pas compte de la réduction des heures de travail, de la prolongation de l'âge scolaire et de plusieurs avantages marginaux tels que les plans de pension, les congés payés, l'assurance-chômage, les allocations familiales, etc. Ce sont là des éléments qui n'affectent pas tous le salaire réel mais qui influencent directement le niveau de vie.

François LEFEBVRE,  
*licencié en sciences commerciales*  
*(Montréal).*